



Christine Verschuur (dir.)

Genre, mouvements populaires urbains et environnement

Graduate Institute Publications

Mouvements de quartier, genre et droits

Christine Verschuur

DOI : 10.4000/books.iheid.5811

Éditeur : Graduate Institute Publications, L'Harmattan

Lieu d'édition : Genève

Année d'édition : 2007

Date de mise en ligne : 27 avril 2018

Collection : Cahiers genre et développement

EAN électronique : 9782940503919



<http://books.openedition.org>

Ce document vous est offert par Geneva Graduate Institute



Référence électronique

VERSCHUUR, Christine. *Mouvements de quartier, genre et droits* In : *Genre, mouvements populaires urbains et environnement* [en ligne]. Genève : Graduate Institute Publications, 2007 (généré le 20 juillet 2022). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/iheid/5811>>. ISBN : 9782940503919.

DOI : <https://doi.org/10.4000/books.iheid.5811>.

Mouvements de quartier, genre et droits

147

..... *Christine Verschuur**

Article inédit, Genève, 2007¹

Persistence des inégalités de genre, mondialisation et urbanisation

When Queen Victoria wrote to Sir Theodore Martin² complaining about “this mad, wicked folly of ‘Woman’s Rights’” she may have underestimated the power of the “wicked folly”. The role and extensive reach of woman’s agency have been having a profound impact on the world, affecting the lives of all: women, men and children.

Amartya Sen 2005.

Depuis les années 1980, les politiques économiques néolibérales s’imposent partout dans le monde. Les femmes s’engagent de manière croissante dans les activités économiques, salariées ou «informelles». Par ailleurs, elles continuent à prendre en charge la plupart des tâches de soins et entretien de la famille (tâches reproductives). Avec le modèle néolibéral, les Etats se désengagent de nombreux services publics (infrastructures et services sociaux). Ce sont généralement les femmes qui s’organisent pour compenser cette «décharge» de l’Etat et assumer le travail indispensable dans ce domaine.

* Anthropologue, IUED.

¹ Cet article reprend des éléments de VERSCHUUR C., 2005, «Mouvements de base, genre et justice sociale: réinvention culturelle du politique par les femmes», in: HAINARD F., VERSCHUUR C., *Mouvements de quartier et environnements urbains, La prise de pouvoir des femmes dans les pays du Sud et de l’Est*, Paris, Karthala – ENDA Diapol, 370 p.

² Poète, biographe et traducteur écossais du XIX^e siècle.

La « décharge » de l'Etat va de pair avec l'accroissement de l'importance des mouvements associatifs dans les quartiers, dont une des fonctions est d'assumer les services publics défaillants. [...]

Bien entendu, ni toutes les femmes ni tous les hommes ne vivent dans les mêmes conditions, et les inégalités de genre doivent être croisées avec les inégalités de classe, de race, de caste, etc. Mais, les nombreuses recherches le confirment, les inégalités de genre persistent, le système de reproduction des inégalités de genre reste inchangé, la subordination des femmes demeure.

148

Le concept « genre » s'est développé depuis les années 1970 comme un outil analytique nécessaire pour comprendre comment les femmes et les hommes agissent et interagissent comme ils le font, et comment les structures et mécanismes qui produisent les inégalités (de genre, de classe, de race, de caste) persistent.

De rapides transformations des conditions de vie et des rapports sociaux, notamment ceux entre hommes et femmes, adviennent avec l'urbanisation croissante. Si en 1950, seul 30 % de la population mondiale était urbaine, en 2030 on devrait compter 60 % de citadins. La population urbaine des pays moins développés devrait passer de 1,9 milliard en 2000 à 3,9 milliards en 2030. Dans ce processus, avec la mondialisation néolibérale, les inégalités sociales s'approfondissent, et les incidences sont considérables sur les transformations du travail (notamment celui des femmes), sur l'accès aux services de base et sur l'environnement.

Pour des raisons qui tiennent à la construction des identités et des rapports de genre, les femmes concernées par les inégalités sociales ou ethniques sont particulièrement affectées par la dégradation de l'environnement. Dans l'urgence, et devant le manque de services publics, l'on observe dans de nombreux contextes, notamment urbains, que des femmes interviennent activement dans les mouvements de base pour s'organiser, résister, proposer des solutions, alors que la plupart des hommes sont entraînés dans cette dynamique d'une manière différente. Dans cette entreprise, les femmes sont soumises à de multiples difficultés (manque de moyens, résistances) et à des pressions (menaces, déconsidération) qui entravent leur action. Cependant, on observe qu'elles revendiquent et obtiennent l'ouverture de nouveaux espaces de négociation et d'intervention, de remise en question des rapports de pouvoir entre hommes et femmes au niveau domestique, dans les organisations de base, les instances politiques.

Partant de ces constats, une recherche a été initiée en 1995, avec un réseau d'équipes de chercheurs et chercheuses dans sept pays différents, dans le cadre

du Programme MOST [*Management Of Social Transformations*, Gestion des Transformations Sociales] de l'UNESCO, avec le soutien de la coopération suisse. Elle s'est intéressée aux réponses apportées par des organisations des quartiers à l'accroissement des inégalités et la détérioration de l'environnement engendrées par ce processus d'urbanisation dans sept pays d'Amérique latine, d'Afrique de l'Ouest et d'Europe de l'Est, avec une perspective de genre. Ce réseau a travaillé ensemble jusqu'en 2005, pour transmettre ses résultats lors d'un colloque et avec la publication d'un ouvrage collectif³.

La recherche s'est penchée sur les réponses données par les femmes et les hommes aux problèmes les touchant directement, sur leurs lieux de vie. Elle a porté sur les réponses locales, collectives, de rejet de situations inacceptables et de lutte pour des conditions de vie plus dignes et pour l'obtention de droits : organiser ou réclamer un système d'assainissement ou de collecte des déchets inexistant, réclamer l'accès à l'eau ou à l'électricité à des tarifs abordables ; revendiquer un environnement immédiat non nuisible et des espaces verts ; obtenir un droit de propriété de son logement ; requérir le droit à des revenus propres ; exiger de ne pas être soumis à des violences domestiques ; prendre le droit à la parole et participer aux choix environnementaux et urbains. La sensibilité envers l'environnement représente souvent un élément central, mobilisateur, déclencheur, dans ces luttes pour une vie plus digne.

Cette recherche se devait de reconnaître la forte présence – pourtant généralement non reconnue – des femmes dans ces organisations.

La perspective de genre donne des clés de lecture pour comprendre comment les asymétries féminin-masculin structurent la perception et l'organisation concrète de la vie sociale, et notamment la représentation et l'utilisation de l'environnement et de l'espace urbain. Elle demande de se pencher sur la construction de la féminité et de la masculinité dans des contextes différents, sur le fonctionnement des institutions et des organisations structurées selon les asymétries féminin-masculin, sur les changements des rapports de pouvoir entre hommes et femmes, sur le pouvoir entendu comme constellation dispersée de rapports inégaux et, à l'intérieur de ces processus et structures, sur les capacités d'action de la personne comme sujet.

³ Colloque international à l'IUED (Institut universitaire d'études du développement) à Genève, et lancement à cette occasion de l'ouvrage collectif : *Mouvements de quartier et environnements précaires, la prise de pouvoir des femmes dans les pays du Sud et de l'Est*, dir. Hainard F. et Verschuur Ch., Karthala, Paris, 2005. Cet article reprend des éléments de cet ouvrage.

Nous ne nous sommes pas seulement demandé comment le façonnement asymétrique de la féminité et de la masculinité se traduit en inégalités. Nous nous sommes aussi interrogés pour savoir de quelle manière il pouvait y avoir une prise de conscience de l'inégalité des rapports sociaux entre les hommes et les femmes et quelles seraient les possibilités de les changer afin de permettre à tous, sans exclure les femmes, une véritable participation aux choix et aux processus de prise de décision.

Dans cette recherche, guidée par les principes de la recherche-action, nous avons accompagné et soutenu les lents cheminements dans les prises de conscience et les revendications – ou non – de droits liés à la mise en œuvre d'actions pour améliorer, dans l'immédiat, la vie quotidienne, au niveau public tout comme au niveau domestique.

Les mouvements de quartiers et les inégalités entre hommes et femmes étudiés dans sept terrains différents

Le travail de recherche mené durant sept ans sur sept quartiers précaires de différents pays nous apporte des éléments pour penser que **les mouvements de base dans les villes peuvent être des lieux de construction d'une alternative. Ils nous semblent être des lieux où les sujets-femmes et les sujets-hommes construisent de l'intérieur, sur ce territoire-là, des solutions et l'ébauche de nouveaux rapports entre hommes et femmes, sans plus attendre...** Ce sont des lieux de réinvention culturelle du politique.

Les femmes sont présentes de manière centrale dans les mouvements de base qui se sont déployés sur les terrains étudiés. La division sexuelle des tâches, qui traduit les inégalités de genre, repose sur une attribution prioritaire des tâches reproductives aux femmes (*care* en anglais). Ces tâches sont effectuées majoritairement par les femmes, non seulement au foyer mais, par extension, dans le quartier, dans les mouvements de base. Les identités de genre s'inscrivent de cette manière aussi dans les mouvements associatifs. Cet engagement des femmes à l'extérieur de l'espace domestique entre parfois en contradiction avec les stéréotypes, avec ce que l'on considère être leur place (rester à la maison) ou ce dont elles rêvent parfois que devrait être leur place (être prises en charge par leurs époux). Ces contradictions affectent également les hommes, qui – même s'ils le souhaiteraient, pour certains – ont du mal à s'investir, notamment dans les mouvements de quartier, dans des activités connotées féminines, qui enfrennent l'ordre dans la division sexuelle des tâches. Ils sont soumis à des contradictions et oppositions, intérieures ou venant d'autres hommes ou des femmes. Les femmes de ces quartiers, elles aussi, doivent lutter entre diverses attentes, correspondant aux

constructions des identités de genre, contre elles-mêmes, contre leur époux, contre l'environnement social parfois, pour s'engager à l'extérieur de leur foyer, dans des mouvements. Elles doivent parfois aussi affronter des combats très concrets, contre les autorités locales qui ne les soutiennent pas dans leurs initiatives, contre les difficultés administratives, matérielles, quotidiennes pour aller au bout de leurs projets, parfois de manière violente contre la police ou des trafiquants.

En République dominicaine par exemple, dans les quartiers La Ciénaga y Los Guandules de la ville de Santo Domingo, les femmes ont mené diverses luttes très dures. D'abord pour résister au projet d'éviction de la population du quartier, car celui-ci, situé en centre ville, suscitait les convoitises des spéculateurs fonciers. Ensuite pour tenter d'empêcher l'installation dans le quartier d'une unité de purification des eaux usées d'un quartier voisin, qui empestait l'air du quartier, et alors que le quartier ne bénéficiait lui-même pas d'un approvisionnement en eau potable. Diverses batailles ont également été menées pour améliorer leur logement (par exemple négocier avec les soldats qui assiégeaient le quartier et empêchaient l'introduction des matériaux de construction dans le quartier), ou assainir les ruelles et les espaces verts. **Malgré leurs multiples luttes, malgré la reconnaissance sociale de leur rôle central dans les mouvements de quartier, les femmes considèrent elles-mêmes que leur rôle est mineur, qu'elles n'ont fait qu'«aider».** Alors qu'elles sont généralement chefs de famille, responsables économiques de leur foyer, leur rêve est d'être entretenues par leurs maris, et de pouvoir rester au foyer. On observe ainsi une contradiction entre leurs identités et la réalité de leur place dans la division sexuelle du travail, dans les luttes et dans les mouvements.

Le processus d'engagement des femmes et des hommes dans les mouvements des quartiers est paradoxal, il peut être instrumentalisé. Les résultats nous interpellent parfois sur nos attentes de chercheurs et chercheuses, d'actrices ou d'acteurs du développement, dans le domaine des transformations des rapports de genre. Que penser par exemple du fait que les femmes du quartier de Santhiaba, au Sénégal, soutiennent à tout prix le maintien du respect de l'autorité conjugale, ou du fait que les femmes du quartier de Cayo Hueso, à Cuba, disent, après 46 années de révolution, rêver de pouvoir se consacrer à des activités typiquement féminines et socialement infra valorisées, comme un salon de maquillage... ? Dans d'autres cas, nous observons une «privatisation des luttes», où, plutôt que d'observer des répliques critiques à des situations insoutenables, organisées de manière collective, nous constatons un repli sur soi, qui correspond peut-être à d'autres stratégies ou à des opportunités limitées qu'il faudrait mieux comprendre.

Nous avons observé sur divers terrains des ébauches de changements des identités de genre, parfois la constitution et la mise en scène de nouvelles identités, des reconfigurations des rapports sociaux entre hommes et femmes. Nous pouvons définir ce cheminement, ces prises de conscience et ces pratiques quotidiennes et locales comme des «combats» : entre l'imaginaire et la réalité, entre des identités multiples et en changements, entre sphère reproductive et sphère productive, entre mouvements de base et institutions de l'Etat.

Cette recherche a notamment illustré comment les femmes sont parfois poussées à mener le jeu face aux violations de leurs droits, alors que les hommes semblent parfois se résigner face aux transformations en cours et réagissent en exprimant leur malaise au niveau personnel et domestique. Ces «combats» sont menés par des femmes qui ne se réclament pas du féminisme et ne cherchent pas – de manière ainsi affirmée – à renverser les rapports de pouvoir entre hommes et femmes. Elles ne cherchent pas non plus à renverser le système économique néolibéral dominant. Elles n'attendent plus quelque chose de l'Etat (plus toujours), mais montrent une volonté d'intervenir personnellement sur leurs conditions de vie. Il s'agit d'une autre manière de faire et de voir le politique.

Par la lutte autour d'enjeux de la vie quotidienne (prix de l'eau, collecte des déchets, droit à un travail dignement rémunéré, par exemple), les habitant-e-s sont amené-e-s à faire une analyse plus globale des causes socio-économiques de leurs problèmes. L'engagement dans des luttes pour faire valoir leurs droits – à un environnement sain, à l'accès à des services publics, etc. – fait apparaître des thèmes auparavant tus, qui concernent des rapports inégaux entre hommes et femmes au niveau domestique (des thèmes comme la violence domestique, l'alcoolisme, par exemple). Les processus en cours dans les quartiers permettent d'aborder des problèmes globaux, mais aussi de passer du niveau public au niveau personnel.

Le cas des femmes *manzaneras* de San Cayetano, en Argentine, est à cet égard parlant. Elles font partie d'un vaste programme, de type paternaliste et mis en place par le pouvoir central, le «Plan Vida», qui recrute des *manzaneras*, bénévoles, pour remplir des fonctions reproduisant les stéréotypes de genre. Elles sont constituées en petits groupes et appelées à s'occuper de la distribution des aliments aux femmes enceintes et aux familles ayant des enfants de moins de 5 ans. Le fait d'être regroupées a favorisé diverses autres initiatives de leur part. Ce sont elles qui ont organisé la mobilisation de tous pour empêcher une inondation dans le quartier, ce sont elles qui réclament à cause du prix excessif de l'électricité, récemment privatisée, ou pour avoir un réseau d'approvisionnement en eau potable, inexistant. Par leur seule

participation à ce mouvement, elles ont pu créer des espaces de rencontre où elles peuvent échanger sur leurs problèmes quotidiens, comme celui de la violence conjugale, dont elles n'avaient jamais eu auparavant le courage de parler ouvertement entre elles. Elles défendent celles qui en sont victimes, devant la police ou les tribunaux. Elles sentent que leur participation à ce mouvement a compté pour prendre conscience du droit de participer aux débats sur l'amélioration de leur environnement, pour connaître certains de leurs droits, pour améliorer l'image qu'elles ont d'elles-mêmes, pour s'amuser, aussi, entre elles, tout simplement. «*Devenir manzanera est ce qui m'est arrivé de plus important dans ma vie*», dira l'une d'elles.

L'engagement des femmes dans ces mouvements de base ne correspond donc pas seulement à la prise en charge d'un travail d'intérêt collectif. Cela signifie pour elles beaucoup plus qu'une simple charge supplémentaire de travail, ou que l'extension de leur rôle maternel à l'extérieur du foyer. Le problème du partage équitable des tâches entre hommes et femmes reste bien entendu posé, mais c'est, finalement, malgré tout, une manière d'entrer dans la sphère publique, de commencer à accéder à «la sphère des libres citoyens, affranchis du fardeau de la nécessité». (Gorz 1991 : 176).

La recherche s'est également penchée sur la construction de la masculinité, elle aussi traversée par les inégalités de classe et de race. Le concept de «la masculinité hégémonique» avancé par Connell (1985) permet de comprendre que certaines manières d'être un homme sont plus valorisées que d'autres. Une pression sociale s'exerce sur les hommes pour qu'ils soient conformes aux idées dominantes sur l'identité de l'homme. [...]

Les hommes du quartier de San Cayetano n'ont, pour beaucoup d'entre eux, plus de travail, ne peuvent plus faire valoir leur masculinité dans leurs activités extérieures. Ils doivent compter sur leurs épouses pour survivre, et constatent qu'elles occupent une place croissante dans les décisions, familiales et du quartier. Les hommes vivent une crise d'identité. Certains se sont montrés intéressés pour participer aux activités collectives proposées, mais ils ont été raillés par d'autres hommes, qui jugeaient qu'ils effectuaient des tâches considérées comme féminines, mais également par des femmes.

Des espaces de parole ont été ouverts par les chercheurs avec les hommes, où ils ont pu se rencontrer en dehors de l'espace domestique, comme pour les femmes dans le mouvement des *manzaneras*. Ces espaces ont créé des opportunités pour que soient abordés les problèmes liés à la crise de l'identité masculine, notamment la violence domestique ou les souffrances liées au chômage masculin. Petit à petit, il y a une prise de conscience que les rapports entre hommes et femmes posent des problèmes (violence, charge

inégale de travail), que la réalité ne correspond plus à l'imaginaire, et parmi certains se manifeste une volonté de changer.

Une démarche similaire a pu être observée à Thiaroye-sur-Mer, à Santhiaba, au Sénégal. Dans ce quartier, les femmes ont maintenant un rôle prépondérant dans les «groupements d'intérêt économique», dans lesquels elles déploient des activités économiques de grande importance (transformation halieutique ou commerce). Elles sont devenues les principales pourvoyeuses économiques de la famille. Les femmes sont très actives au niveau du quartier, par exemple dans la création d'une mutuelle de crédit, dans un projet de mutuelle de santé, dans les réunions municipales, où elles prennent la parole. Petit à petit, leur place est reconnue et respectée. Des conseillères municipales ont été élues, les autorités politiques locales veulent les associer, et même le conseil des aînés souhaite les inviter dans leurs réunions auparavant exclusivement masculines.

154

De nombreux hommes, de leur côté, ne remplissent plus le rôle qui leur est socialement attribué, et l'on pourrait évoquer une crise de la masculinité. Dans cette situation en changements, les femmes et les hommes évitent la confrontation, la remise en question des rapports de pouvoir. Les femmes affirment respecter l'autorité de l'époux, tout comme les jeunes respectent l'autorité traditionnelle des aînés. La création de nouveaux espaces dans le quartier, comme le CODIS, permet d'aborder ces questions. A l'origine créés pour que des femmes et des jeunes puissent suivre des formations, ils ont servi de lieu pour renforcer la confiance en soi, mais aussi pour mettre sur le tapis les problèmes du quartier et comprendre leurs causes. Pour les hommes, l'espace du CODIS a servi de facilitateur qui leur a permis d'analyser les rapports de genre en transformation, la place des femmes dans les instances de prise de décision. **C'est, de manière imperceptible, tout un travail de déconstruction et reconstruction d'identités, notamment masculines, qui s'est développé dans cet espace.**

Dans un tout autre contexte, l'étude des quartiers a également éclairé les liens entre les changements socio-économiques et politiques et les transformations des rapports sociaux entre hommes et femmes, et la genèse d'une autre manière d'aborder le politique. En Bulgarie, après un effondrement des avantages acquis sous la période antérieure à la chute du mur de Berlin, s'est ensuivie une grave crise qui touche particulièrement les femmes (économiquement et socialement) mais aussi les hommes (forte crise d'identité) et les rapports entre hommes et femmes. Après une période de repli sur l'unité familiale, de «privatisation des luttes», de rejet des valeurs «collectives», trop associées à un récent passé politique discrédité, des initiatives communales réapparaissent. A Sofia, face à la privatisation des espaces urbains

collectifs, notamment des espaces verts, l'on assiste à un investissement du champ politique par des citoyens, femmes et hommes, organisés sous d'autres modalités que du temps du gouvernement communiste. On observe l'éveil d'une autre manière d'agir politiquement, autour de nouveaux objets de conflits, négligés auparavant, comme les espaces verts, la qualité de vie et l'environnement dans le quartier, la spéculation foncière ou la lutte contre la corruption, par des groupes de citoyens. Si la conscience d'avoir des droits n'est pas nouvelle, le fait de devoir les revendiquer et de lutter pour les obtenir l'est. La capacité à reconnaître les inégalités de genre au niveau personnel reste cependant difficile.

La situation est différente à Ouagadougou, dans un quartier également très affecté par l'insalubrité. Une association de femmes, Lagem Yam, y a développé des initiatives visant à gérer les déchets, entreprise au départ très dévalorisée, et par ce fait même «naturellement» prise en charge par les femmes. Les activités de l'association se sont développées, avec création d'emplois, programme de formation environnementale, diversification des activités productives. Après des années de travail, on a pu constater un processus de reconnaissance sociale, les femmes ont gagné en estime, auprès d'elles-mêmes, mais aussi des hommes et des habitants du quartier dans leur ensemble. Les femmes ont été reçues à des rencontres municipales et y ont pris la parole. Elles se sont organisées pour être présentes lors de la privatisation de la filière de gestion des déchets, en se regroupant en une fédération d'associations pour essayer de disposer de plus de moyens, d'être plus crédibles et d'obtenir ainsi des parts de marché.

Dans le processus de privatisation entrepris sous l'impulsion de la Banque mondiale à Ouagadougou, les entrepreneurs privés, disposant de moyens matériels et symboliques plus importants que l'association des femmes Lagem Yam, ont bénéficié d'un accès privilégié à l'Etat-ressource. Si le regroupement d'associations a obtenu une part de marché, c'est dans des conditions qui permettent de prévoir à court terme leur éviction (interdiction d'utiliser la traction asine, éloignement entre le lieu de collecte des déchets et le lieu de résidence des membres de l'association, manque d'alphabétisation, etc). L'évolution illustre le processus de privatisation des services de l'Etat à travers lequel des intermédiaires obtiennent des bénéfices auprès de l'Etat-ressource. Parmi ces intermédiaires, une majorité est constituée d'hommes entrepreneurs, mais on observe également la présence des femmes entrepreneures aisées. Leurs objectifs sont différents de ceux des femmes des associations de base, cependant on observe parfois des alliances entre ces différentes catégories de femmes, les unes se transformant en employeuses des autres, en échange de leurs ressources symboliques et de leur savoir-faire entrepreneurial. Le renversement de situation pourra-t-il

enterrer le début de prise de conscience et de renforcement des capacités à comprendre et analyser la situation ? Dans le contexte actuel, de désenchantement et d'insatisfaction, de crise économique et politique, il n'est pas impossible que ce mouvement se développe un jour. Un programme d'alphabétisation politique avec les femmes de l'association est actuellement mené par les chercheuses afin de poursuivre le processus de prise de conscience des droits et d'apprentissage pour les revendiquer.

Dans le cas particulier de Cuba, où ont incontestablement été décrétés des droits politiques, économiques et sociaux en faveur de l'égalité entre hommes et femmes, et où des avantages symboliques et concrets ont été obtenus par les femmes, des rapports de genre restent malgré tout inégaux au niveau domestique. La division sexuelle du travail n'y est toujours pas remise en question, la charge de travail est toujours inégale, les rapports de domination entre hommes et femmes persistent. Pourtant, certaines femmes actives dans le quartier ont des occupations professionnelles à forte valeur symbolique (femme instructeur militaire ayant participé à la révolution de 1959, femmes médecins, femmes artistes, etc.). Dans le quartier étudié, l'organisation appelée « Atelier des transformations intégrales de Cayo Hueso », qui organise les consultations et la planification locale compte sur une participation importante de femmes, mais aussi d'hommes, aux discussions. Les enquêtes ont permis de révéler le souhait de discuter de thèmes comme la violence conjugale et les méfaits de l'alcoolisme parmi les hommes, la prostitution et le SIDA parmi les jeunes, liés au développement du tourisme sexuel de ces dernières années. Néanmoins, les limitations politiques qui empêchent de soulever certains sujets ou exprimer les priorités locales, les limitations matérielles qui empêchent de mettre en œuvre des projets, bloquent des évolutions concrètes dans le quartier. Un espace a été aménagé, où des activités typiquement féminines vont être déployées (salon de coiffure, de maquillage !), et que l'on peut analyser comme un « espace féminin incontesté ». Cet endroit permet de se rencontrer et de partager des préoccupations qui ne peuvent s'exprimer ailleurs. Les thèmes sensibles, apparus dans le cadre de la consultation, ou d'autres thèmes comme les difficultés bureaucratiques pour développer des activités économiques propres, pourraient y être débattus dans un cadre non contraignant. Cet « espace féminin incontesté » pourrait aussi fonctionner, en complément de l'Atelier, comme un lieu pour faire de la politique autrement.

Dans un autre contexte, dans la ville de Santo André, au Brésil, la municipalité sensible aux problèmes d'exclusion sociale a encouragé un processus de participation des habitants des favelas aux choix (notamment en mettant en place les « budgets participatifs »). Dans la favela Gamboa, des associations de quartier ont lutté durant des années pour obtenir le transfert de la popula-

tion vivant dans la favela, située sous des pylônes à haute tension, aux habitations précaires, sans accès à l'électricité ou à l'eau (sauf par des moyens piratés). Parmi les multiples revendications se trouvait celle demandant que les nouveaux logements attribués (des maisons-base de 24 m²) le soient au nom de la femme plutôt qu'à l'homme. Cela correspond à une reconnaissance de la différence de valeur du logement pour la femme ou pour l'homme. Pour la femme, le logement représente le lieu autour duquel sont tissés des réseaux d'entraide dans le quartier, essentiels pour assurer la survie ; pour l'homme il représente un capital, qui peut être échangé à n'importe quel moment en cas de besoin en numéraire. Certaines instances sont favorables à ce que les logements soient attribués en premier lieu aux femmes pour ainsi maintenir les habitants dans leur nouveau logement et avoir une continuité dans les programmes sociaux, ce qui est un souci des municipalités. Au niveau international également, des efforts sont faits pour défendre ce droit. Cela pose des problèmes juridiques non résolus, mais **l'attribution – même symbolique – du droit au logement en priorité à la femme constitue un point d'appui à partir duquel elle peut négocier d'autres changements au niveau domestique, dans les rapports entre hommes et femmes.** La municipalité concernée, qui mène un programme de lutte contre l'exclusion sociale et pour l'équité de genre, appuie cette formule. Dans un quartier «pilote», où ont été relogés d'anciens habitants de favelas, le «mouvement de défense des favelados», dont la dirigeante locale est une femme de caractère, a défendu et mis en œuvre ce droit symbolique au titre de logement pour les femmes. Il sert d'exemple dans le «mouvement de défense des favelados». Cela pose le problème de la division sexuelle des tâches domestiques, que cette mesure n'incite pas à remettre en question, mais cette pratique protège quelque peu les femmes du risque d'expulsion du logement. Selon la législation, ce droit reste bel et bien partagé entre l'homme et la femme, mais le fait d'inscrire explicitement et en premier lieu le nom de la femme lors de l'attribution du titre de propriété signifie un changement symbolique important préalable à un rééquilibrage des rapports de pouvoir.

La puissance du genre pour façonner les rapports sociaux

Durant sept années, les chercheurs et chercheuses de ce réseau ont suivi les cheminements de divers mouvements de quartiers dans leur lente et paradoxale évolution, en étudiant comment les asymétries féminin-masculin les structuraient. Des avancées locales dans la prise de conscience et la revendication des droits peuvent être observées, mais sans soutien au niveau de la législation, elles sont souvent insuffisantes et éphémères. L'inverse est vrai aussi, et l'on constate que des législations avancées en termes d'équité de genre et de justice sociale ne produisent pas à elles seules des transforma-

tions des rapports de genre si elles ne sont pas ancrées dans des pratiques de prise de conscience et de revendication de droits.

Le genre est un outil d'analyse qui éclaire le pouvoir insoupçonné qu'a cette asymétrie entre féminité et masculinité pour façonner les rapports sociaux.

Il comprend différentes dimensions, qui sont en relation les unes avec les autres : celle des symboles – associés à l'homme et à la femme ; celle des concepts normatifs – qui mettent en avant les interprétations des sens des symboles et affirment le sens du masculin et du féminin ; celle des institutions et de l'organisation sociale, traversées par ces distinctions masculin-féminin ; celle de l'identité subjective selon le genre – comment les identités sont constituées (Scott 2000). La constitution de l'identité comporte une marge de manœuvre personnelle et des capacités d'action variables, elle n'est pas une construction préétablie ou immuable.

L'analyse de genre permet de comprendre comment les valeurs symboliques s'inscrivent dans les institutions, dans les processus sociaux, dans la perception et l'organisation sociale concrète. Les discours de légitimation se servent de la façon dont chaque société se représente le genre pour justifier, naturaliser, les inégalités. La position dominante est déclarée l'unique possible, elle est normative. Ainsi, on peut observer de quelle façon le genre possède ce pouvoir de production et reproduction des inégalités entre hommes et femmes.

Les constructions de la masculinité et de la féminité présentent certes des différences selon les contextes dans lesquels elles s'élaborent et se reproduisent, historiques, culturels, géographiques, ethniques, religieux, selon l'âge et les différentes classes sociales. Mais ce façonnement asymétrique se traduit toujours en inégalités entre hommes et femmes.

Est-ce à dire qu'il n'y a pas d'espace pour remettre en question la distribution inégale du pouvoir entre hommes et femmes ?

Dans la mesure où les actrices et acteurs sociaux prennent conscience de la manière dont la construction sociale de la féminité et de la masculinité structure la réalité, et en particulier l'accès aux droits, nous avons pu observer sur les terrains étudiés une démarche transformatrice. Cela permet d'appréhender d'une autre manière le politique, le sens de l'engagement dans une pratique de transformation sociale, pour toutes et tous, femmes et hommes, au niveau local et global. Cette démarche porte un regard fondamentalement critique sur la société et le système de reproduction des inégalités en général, et non seulement des inégalités entre hommes et femmes.

Y a-t-il maintenant une prise de conscience du fait que ces inégalités-là ne peuvent être passées sous silence sous peine de déformer la réalité? Comment expliquer que relever et dénoncer ce type d'inégalités est parfois plus difficile que dénoncer les inégalités de classe, de race, et les autres inégalités? S'intéresse-t-on aux rapports inégaux entre hommes et femmes dans le développement parce que l'on vise à défendre les droits – davantage bafoués chez les femmes – et la justice sociale, ou plutôt parce que l'on vise des objectifs d'efficacité en incluant les femmes? Ne parvient-on à dénoncer ces inégalités que par l'artifice qui dit qu'elles sont contre-productives? Inclure les femmes n'est pas toujours, loin de là, et parfois même au contraire, synonyme de réduction des inégalités, si cela ne touche pas aux mécanismes de reproduction des inégalités.

Pour aborder les rapports inégaux de genre dans le développement, il faut aussi se pencher sur les rapports de production. L'économie domestique, comme l'indiquait déjà Meillassoux en 1975, appartient à la *sphère de circulation* du capitalisme, qu'elle approvisionne en force de travail et en denrées, mais reste en dehors de la *sphère de production* capitaliste. **C'est en maintenant ses liens organiques avec l'économie domestique que l'économie capitaliste assure sa croissance et sa prospérité. Les enjeux actuels sont de maintenir cette articulation, en préservant l'une pour continuer à lui soustraire sa substance, sans la détruire, pour alimenter l'autre. Les rapports de genre inégaux permettent de maintenir ce lien organique entre l'économie capitaliste et l'économie domestique.**

Est-il alors illusoire de penser que les inégalités de genre puissent être réduites? Scott indiquait que le genre est «une façon première de signifier des rapports de pouvoir» (Scott 2000: 56). Dans la mesure où ces inégalités sont structurées par un ensemble de références – ancrées dans des valeurs symboliques – qui établissent des distributions de pouvoir, la difficulté est de définir avec les actrices et acteurs des stratégies politiques et de changements dans les différentes dimensions de genre.

Einstein, on le sait, avait dit qu'«il est plus difficile de désagréger un atome qu'un préjugé»... Les rapports de genre seraient-ils aussi résistants au changement qu'un atome?

Si les préjugés sont résistants, il n'empêche que chaque femme et chaque homme, dans un effort de compréhension de la manière dont le genre structure l'organisation concrète et symbolique de toute la vie sociale, peut agir sur cette réalité. En prenant conscience des causes des inégalités, en prenant conscience du droit à avoir des droits, en développant la volonté de changement pour faire valoir leurs droits, et en construisant leurs capacités

pour obtenir leurs droits, les individu-e-s deviennent sujets-femmes et sujets-hommes de leur propre histoire (Rauber 2003).

Le genre est alors non seulement un outil d'analyse mais aussi un outil pour l'action. Il s'inscrit dans une démarche de transformation proche de celle de la recherche-action et des principes de l'éducation populaire.

Mouvements de quartier et société civile à l'épreuve du genre : instrumentalisation, prélèvement de bénéfices ou prise de conscience de droits ?

160

Dans le cadre de la mondialisation, les « nouveaux mouvements sociaux » mettent en scène de nouveaux acteurs, de nouvelles forme d'action et de nouveaux objets de conflits. Ce ne sont plus seulement des « travailleurs » qui manifestent leur mécontentement, mais des acteurs et actrices qui se réunissent sur la base d'un rejet commun d'une situation qu'ils jugent nuisible, et qui se mobilisent au nom d'intérêts (leurs intérêts) non exclusivement matériels, mais post-matérialistes, selon A. Touraine. Ces nouveaux mouvements sociaux agissent avec une certaine idée de l'intérêt collectif, en particulier à long terme, parfois au nom de la défense des minorités ou de la défense des droits (le mouvement des sans-papiers, des sans-terre, des sans-logement...). Autour de l'affirmation de ces nouvelles valeurs, repérables par les objets de conflits, le groupe cherche parfois à obtenir la reconnaissance d'une identité particulière.

Dans les analyses des mouvements sociaux, la présence majoritaire des femmes et la division inégale des tâches en leur sein est rarement prise en compte. Lorsque les femmes se chargent de préparer les repas de milliers de *piqueteros*, assurant au mouvement *piquetero* la possibilité de réaliser une action d'éclat, cette tâche est considérée comme allant de soi pour des femmes, comme une extension de la division des tâches domestiques ; elle n'est ni reconnue ni valorisée et les femmes n'accèdent pas aux postes de responsabilité dans le mouvement. Pourtant, sans leur présence massive, sans leurs encouragements, sans leur aide concrète, ces mouvements auraient fait long feu (Rauber 2002).

On peut aussi observer comment certaines femmes – ou hommes – constituent des identités, s'appuyant sur des modèles acceptés par l'Etat ou par la société, correspondant ou non à la réalité de leurs identités actuelles, et jouent avec ces identités féminines constituées afin de renforcer leur pouvoir de négociation auprès des municipalités et obtenir des avantages. Elles mettent en scène des identités pour obtenir des changements en leur faveur

dans le cadre des associations. C'est le cas par exemple des *manzaneras* ainsi que des *piqueteras* en Argentine, ou des habitantes de la favela Gamboa au Brésil.

Dans les mouvements de quartiers que nous avons étudiés, les femmes sont très présentes et actives, mais n'exercent que rarement des responsabilités. Cela exprime le fait que les rapports de genre sont une manière d'exprimer des rapports de pouvoir, et pose la question de leurs changements. Ces mouvements sont également traversés par des rapports de pouvoir entre femmes, plus ou moins marqués et reflétant des inégalités d'accès aux ressources. Ainsi en est-il par exemple de l'expérience à Ouagadougou, où une femme entrepreneure non membre du groupement féminin de gestion des déchets s'y est associée pour bénéficier de leur capacité de mobilisation. Les principes d'horizontalité associés aux mouvements de femmes ne sont pas nécessairement repris par les mouvements de quartiers, loin de là.

Comment situer les mouvements de quartier dans la réflexion sur la « société civile » et dans la réflexion sur la prise de conscience des droits ? Comment les situer dans la réflexion sur les alternatives politiques et le changement ?

Les groupes de la mouvance altermondialiste (Lamoureux 2004), s'ils présentent des similarités et des affinités avec ceux du mouvement des femmes, comme les principes de décentralisation, d'horizontalité, se sont montrés incapables d'inclure une perspective de genre dans leurs critiques. Les femmes sont assimilées à des victimes, jamais à des actrices des transformations sociales. Ce qui retient leur attention est l'insertion des femmes sur le marché du travail rémunéré, mais non la réflexion sur l'inégale division sexuelle des tâches, encore moins la « décharge » sur les femmes des tâches reproductives auparavant (ou partiellement) assumées par l'Etat. Le même phénomène d'incompréhension avait créé une coupure entre les mouvements féministes et la gauche traditionnelle ou les mouvements gauchistes.

La résurgence de la société civile coïncide avec le développement du néolibéralisme dans le monde et avec la perte de crédibilité des partis politiques, notamment ceux qui se réclament de gauche. Le terme a été adopté dans les années 1980, notamment par des groupes mobilisés contre les régimes autoritaires de l'époque en Europe de l'Est et en Amérique latine. [...]

Certains auteurs, en faisant un parallèle avec l'*indirect rule* (gouvernement indirect) pratiqué notamment par les colonisateurs britanniques, s'interrogent sur les modalités des rapports entre l'Etat et les populations.

« A l'époque précoloniale, les schémas de gouvernement étaient principalement indirects sur le territoire et les populations, grâce à des proches du souverain qui contrôlaient dépendants et sujets à travers des conseils, des associations et des sociétés: les dominants nommaient les chefs mais devaient composer avec les acteurs subordonnés. Dans l'incapacité de quadriller physiquement tout le territoire, les autorités coloniales gouvernaient quant à elles en s'appuyant, d'une part, sur des intermédiaires locaux ("chefs traditionnels", traducteurs, intermédiaires administratifs) pour garder l'œil sur les populations et, d'autre part, sur des compagnies privées (sous le régime des concessions commerciales) pour gérer les richesses. [...] Et ce mode de gouvernement indirect était indissociable des processus d'enrichissement de ces intermédiaires. [...] Aujourd'hui, cette représentation de l'Etat-ressource (économique, mais aussi politique, sociale et symbolique) connaît une visibilité accrue du fait de la diffusion du discours libéral, qui donne légitimité à des pratiques auparavant cachées, du fait aussi de la déliquescence administrative, qui ouvre des potentialités accrues de privatisation, et du fait de la crise économique, sociale et politique que connaît le continent. » (Hibou 1998 : 165-166)

Sur les terrains étudiés dans cette recherche, les mouvements sont nécessairement traversés par des enjeux de pouvoir, entre hommes et femmes, entre femmes, entre les organisations de base et les différentes instances de pouvoir étatiques. Les femmes, malgré leur forte participation en nombre, sont généralement absentes des lieux de décision ou dans les espaces de négociation entre instances étatiques et organisations de base. L'appropriation de l'espace public et de l'accès à l'Etat-ressource par les femmes est limitée. Les hommes restent souvent les principaux intermédiaires pour s'approprier des bénéfices auprès de l'Etat-ressource.

Les mouvements de quartier auxquels nous nous sommes intéressés dans cette recherche ne sont pas construits autour de revendications liées au travail. Les actrices et acteurs sociaux de ces mouvements se réunissent autour d'autres intérêts qui les rassemblent. Il y a dans cela une certaine idée de l'intérêt collectif, traversé par le genre. Ces mouvements qui n'affirment pas une identité particulière, liée au travail salarié par exemple, mais qui tournent autour d'autres valeurs, constituent ainsi des mouvements culturels. Les mouvements de quartier constituent parfois un espace de transformation des identités et rapports de genre, qui s'inscrit dans la dynamique des nouveaux mouvements sociaux. Ils participent à la prise de conscience du droit à avoir des droits, s'organisent parfois pour revendiquer ces droits, tant au niveau public que personnel. Le glissement de la prise de conscience et de la revendication de droits du niveau public au niveau personnel est un des aspects essentiels dans cette démarche transformatrice.

Parmi les hommes, les actions et changements suscités par l'engagement des femmes dans les mouvements de quartier provoquent parfois un malaise, une crise de masculinité, qui s'ajoutent aux difficultés à suivre la reconfiguration des rapports sociaux dans une société en changement.

Parmi les femmes qui s'investissent dans ces organisations de quartiers, on constate que leur engagement va bien au-delà des intérêts utilitaires, fussent-ils collectifs. Paradoxalement, cette surcharge de travail est aussi source de satisfaction, parce que les femmes peuvent se retrouver entre elles, sortir de leur confinement, s'amuser, partager des joies et des peines, prendre conscience de situations oppressives similaires mais souvent tues, car touchant à l'intimité des rapports entre hommes et femmes. Ce processus de prise de conscience de droits, y compris au niveau personnel, modifie le sens de leur engagement. L'élargissement de leur action de l'espace domestique, fermé, vers un espace de quartier, public, qui permet d'apprendre à revendiquer des droits non seulement au niveau public mais également au niveau privé, est un passage qui ouvre la voie à des possibilités de changements des identités, de transformations sociales.

Les mouvements de quartier étudiés correspondent-ils à une forme de redéploiement de l'Etat, qui leur délègue des activités ? Observe-t-on la mise en place de schémas dans lesquels des intermédiaires s'approprient les bénéfices à titre personnel ? S'inscrivent-ils plutôt dans la dynamique des nouveaux mouvements sociaux, où l'on observerait des renégociations des identités et rapports de genre, où se révélerait une prise de conscience des droits ? Quels sont les enjeux de pouvoir dans l'un ou l'autre cas ?

Dans certains cas, nous observons le redéploiement de l'Etat à travers des modalités indirectes, avec des possibilités pour les intermédiaires de *prélever des bénéfices*, tant symboliques que matériels. Ces situations ne constituent pas des espaces remettant en question les mécanismes de reproduction des inégalités entre hommes et femmes.

Dans d'autres cas, nous assistons, dans des mouvements de base, parmi les sujets – hommes et femmes – qui y sont engagés, à la prise de conscience et à l'affirmation de nouvelles valeurs, à un engagement qui s'articule autour de la *prise de conscience de droits*. Il s'agit non seulement du droit à avoir de l'eau ou de l'électricité à un tarif abordable, à avoir un environnement non nuisible à la santé, à avoir un travail dignement rémunéré, mais aussi un droit à ne pas être battue, à ne pas être expulsée de sa maison, à sortir librement de chez soi, à participer à la vie politique.

Dans certains mouvements de quartier étudiés, qui participent de ce travail de prise de conscience et de revendication des droits, il nous semble que des brèches s'ouvrent pour envisager des alternatives, sur ces territoires de vie, *sans plus attendre*. Ainsi pourraient s'esquisser des perspectives pour contribuer à changer le monde au niveau d'un quartier.

Références bibliographiques

- CONNELL R. W., 1987, *Gender and Power*, Cambridge, Polity.
- GORZ A., 1991, *Capitalisme. Socialisme. Ecologie. Désorientations. Orientations*, Paris, Editions Galilée débats.
- HAINARD F., VERSCHUUR Ch., 2005, *Mouvements de quartier et environnements urbains, La prise de pouvoir des femmes dans les pays du Sud et de l'Est*, Paris, Karthala – ENDA Diapol.
- HIBOU B., 1998, «Retrait ou redéploiement de l'Etat?», *Critique internationale n° 1*, automne.
- KHILNANI S., 2001, «La "société civile", une résurgence», *Critique internationale, n° 10*, janvier.
- MAILER N., 1971, *Prisonnier du sexe*, Paris, Laffont.
- MEILLASSOUX C., 1975, *Femmes, greniers et capitaux*, Maspéro, Paris.
- RAUBER I., 2003, *Movimientos sociales y representación política*, La Havane, Ed. Ciencias Sociales.
- RAUBER I., 2002, «Argentine: les femmes "piqueteras"», in VERSCHUUR Ch. (dir.), avec REYSO F., *Genre, mondialisation et pauvreté, Cahiers Genre et Développement n° 3*, Paris-Genève, L'Harmattan, pp.159-167.
- SEN A., 2005, «Foreword», in DEVAKI J., *Women, Development and the UN, A Sixty-Year Quest for Equality and Justice*, United Nations Intellectual History Project Series, Bloomington et Indianapolis, Indiana University Press, p. xix.
- SCOTT J., 2000, «Genre, une catégorie utile d'analyse historique», in BISILLIAT, J., VERSCHUUR Ch. (Dir.), *Le Genre, un outil nécessaire, introduction à une problématique, Cahiers Genre et Développement n° 1*, Paris-Genève, L'Harmattan, pp. 41-69.
- UNRISD, 2005, *Gender Equality, Striving for Justice in an Unequal World*, Genève.

